

Guerre : la France n'est pas prête

Article rédigé par *Liberté politique*, le 16 février 2024

Le conflit qui secoue notre continent depuis bientôt deux ans a fait ressurgir le spectre d'une guerre en France. Si l'hypothèse peut paraître absurde, il convient néanmoins de se poser une question : « Paris : combien de divisions ? ».

La France compte 205 000 personnels dans son armée. C'est le niveau le plus élevé de l'Union Européenne, mais ce nombre inclut des réalités militaires diverses. La France ne dispose ainsi pas de 205 000 combattants. En réalité, une large partie des effectifs accomplit des tâches administratives et, même dotés d'une formation initiale (ce qui n'est plus systématique), ceux-ci ne peuvent pas être considérés comme prêts au combat. De plus, depuis le début des années 1990, le nombre de militaires d'active a chuté de 300 000, avec une baisse d'effectifs particulièrement forte sous la présidence de Sarkozy.

Le sentiment que la paix est acquise et les coupes budgétaires auront considérablement affaibli l'armée, sans que ne surgisse la fameuse « armée européenne », fantasme non réalisé d'un projet continental plus à même de créer des normes que de protéger ses citoyens...

À titre d'exemple, l'armée ukrainienne disposait d'effectifs approchant les 300 000 militaires en 2015 pour une population d'un tiers plus faible que la France. Le pays était certes plus exposé que la France, comme la guerre débutée en 2022 l'a montré. La Russie, quant à elle, dispose d'une armée composée d'environ 600 000 à 800 000 militaires d'active, sans compter les centaines de milliers d'appelés potentiels. Les États-Unis disposent, de leur côté, d'une armée de près d'un million et demi de militaires, à peu près les effectifs que l'on retrouve pour un pays comme la Turquie.

Les proportions, certes lacunaires, données ici illustrent le retard terrible en matière d'effectifs d'un pays comme la France. Ajouter les effectifs des autres États membres et même du Royaume-Uni consoliderait une armée continentale hypothétique, mais faire cohabiter des soldats de nationalités diverses, rompus à des usages différents, n'est pas idéal. Si demain la France faisait face à une guerre d'invasion, elle ne disposerait pas des effectifs nécessaires. La levée d'hommes en masse apparaît par ailleurs plus que jamais invraisemblable, tant la notion de patriotisme est démonétisée et le sentiment d'appartenance absent d'une partie de la population. De surcroît, même si des dizaines de milliers de volontaires s'engageaient, il faudrait encore les former, ce qui ne se fait pas en six mois...

Un désengagement des États-Unis en Ukraine et plus généralement une implication moindre dans l'OTAN de Washington effraient les États de l'Union Européenne. Les récentes déclarations du candidat Trump semblent indiquer une telle évolution dans le cas d'un succès à l'élection présidentielle. Un changement de donne qui bouleverserait une Europe occidentale qui a pris l'habitude de se reposer sur les États-Unis et qui a renoncé à toute idée de puissance.

Réarmer la France aurait un coût qui devrait être supporté par les contribuables, qui ne l'admettront pas nécessairement, préférant probablement une tutelle étrangère, pour l'heure étasunienne.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique

16/02/2024 01:00